



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Caisse régionale
Île-de-France

CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE DE FRANCE
17/19 Avenue de Flandre – 75954 PARIS CEDEX 19

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES AYANT VALEUR D'ACTE
D'ENGAGEMENT**

**EVALUATION TRIENNALE DE L'ETAT DE CONSERVATION
DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE**

Accord-cadre n°.....

Mode de passation et forme de marché :

Procédure adaptée en application de l'article R 2123-1 du code de la commande publique.

Marché mixte de type forfaitaire et de type accord-cadre mono-attributaire à bons de commande conformément aux dispositions du CCTP.

Date de notification :

SOMMAIRE

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1. Objet de l'accord-cadre	5
1.2. Caractéristiques des prestations	5
1.3. Prestations similaires	6
ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE	6
2.1. Pièces contractuelles de l'accord-cadre	6
ARTICLE 3. DUREE DU MARCHÉ	6
ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
4.1. Distinction des prestations	6
4.1.1. Les prestations forfaitaires	7
4.1.2. Les prestations ponctuelles à bons de commandes	7
4.1.2.1. Transmission des bons de commandes	7
4.1.2.2. Contenu des bons de commande	7
4.1.2.3. Délai d'observation du titulaire sur les bons de commandes	8
4.1.2.4. Transmission des bons d'intervention et PV	8
4.2. Délais	8
4.3. Dérogation au principe d'exclusivité des bons de commande	8
4.4. Règles et normes	9
4.5. Connaissance des lieux	9
4.5.1. Obligations diverses du titulaire	9
4.5.1.1. Responsabilités et assurances	9
4.5.1.2. Mesures concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs	11
4.5.1.3. Travailleurs étrangers	11
4.5.1.4. Effectifs et moyens mis en œuvre	11
4.5.1.1. Statut du personnel du Titulaire	12
4.5.1.2. Obligation de conseil	12
4.6. Opérations de vérification	12
4.6.1. Modalités de vérification	12
4.6.2. Décisions après vérifications	12
ARTICLE 5. PENALITES	12
5.1. Dispositions d'application	12
5.2. Pénalités	13
5.3. Pénalités pour travail dissimulé	13
5.4. Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données personnelles	13
ARTICLE 6. PRIX – CONTENU – VARIATION DES PRIX	13
6.1. Prix des prestations	13
6.2. Contenu des prix	13
6.3. Variation dans les prix	14
ARTICLE 7. MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHÉ	14
7.1. Facturation	14
7.1.1. Pour les prestations au forfait	14
7.1.2. Pour les bons de commandes	14
7.2. Présentation des factures	14
ARTICLE 8. REGLEMENT	15
8.1. Délai global de paiement	15
8.2. Intérêts moratoires	15
ARTICLE 9. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	16
9.1. Avance	16
9.2. Acomptes	16
9.3. Retenue de garantie	16
ARTICLE 10. CONFIDENTIALITE	16
ARTICLE 11. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	17
11.1. Résiliation pour un motif d'intérêt général	17
11.2. Résiliation pour faute du titulaire	18

ARTICLE 12.	RÉGULARITÉ DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE – DISPOSITIF DE VIGILANCE....	18
ARTICLE 13.	REGLEMENT DES LITIGES.....	18
ARTICLE 14.	DEROGATIONS	18
ARTICLE 15.	SIGNATURE DES PARTIES	19

Préambule

Pouvoir adjudicateur

La CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE DE FRANCE (CRAM Ile de France)
17-19 avenue de Flandre - 75954 PARIS CEDEX 19
Représentée par son Directeur Général ou son représentant

Cocontractant

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives de l'accord-cadre indiquées à l'article «pièces contractuelles» du présent cahier des charges administratives particulières qui fait référence au CCAG-Fournitures courantes et Services et conformément à leurs clauses et stipulations ;

☐ Le signataire (Candidat individuel),

M.....
agissant en qualité de
de la société
dont le siège social est à
numéro de téléphone
numéro de fax
adresse électronique :
inscrite au registre du commerce sous le n°
Immatriculé à l'INSEE
Numéro d'identité d'entreprise (SIREN).....
Numéro d'identité d'établissement (SIRET).....
Code d'activité économique principale

☐ Le mandataire (Candidat groupé),

M.....
agissant en qualité de
de la société
dont le siège social est à
numéro de téléphone
numéro de fax
adresse électronique :
inscrite au registre du commerce sous le n°
Immatriculé à l'INSEE
Numéro d'identité d'entreprise (SIREN).....
Numéro d'identité d'établissement (SIRET).....
Code d'activité économique principale

désigné mandataire :

- ☐ du groupement solidaire
- ☐ solidaire du groupement conjoint
- ☐ non solidaire du groupement conjoint

S'engage, au nom des membres du groupement , sur la base de l'offre du groupement,
à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet l'évaluation triennale de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante.

La Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile-de-France (CRAMIF), organisme de la branche maladie/AT-MP, a pour mission de prévenir, accompagner et réparer les fragilités liées à la santé, tant sociales que professionnelles, en Ile-de-France.

Elle assure la gestion de certaines prestations de Sécurité sociale (invalidité, allocation amiante, appareillage).

Dans le domaine de l'Action sanitaire et sociale, les 300 assistant(e)s de son Service social soutiennent chaque année près de 50 000 personnes parmi les plus vulnérables, luttent contre l'exclusion médico-sociale et la désinsertion professionnelle des assurés en arrêt de travail, sécurisent les sorties d'hospitalisation.

Son École de Service Social prépare au diplôme d'État d'assistant de service social, et propose une offre de formation continue en travail social.

Son Centre Médical Stalingrad dans le 19ème arrondissement parisien accueille chaque jour plus de 500 patients, leur donnant accès à une offre de soins pluridisciplinaires à tarifs conventionnés de secteur 1.

Sur le champ de la perte d'autonomie et du handicap, les ergothérapeutes de son Centre d'Information et de Conseil sur les Aides Techniques (ESCAVIE) interviennent dans l'aménagement du cadre de vie et des postes de travail en entreprise.

Dans le champ de la santé au travail, la CRAMIF accompagne les entreprises d'Ile-de-France pour protéger leurs salariés. Par le calcul et la notification des taux de cotisation Accidents du Travail/Maladies Professionnelles de 500.000 établissements, et grâce à l'action de ses préventeurs qui conseillent et accompagnent de manière ciblée près de 8.500 établissements, elle incite à la mise en place d'actions de prévention. Elle dispose également de 3 structures techniques (2 laboratoires de toxicologie et de bio-contaminants ainsi qu'un centre de mesures physiques)

Les immeubles concernés par le présent accord-cadre sont les suivants :

- Immeuble Flandre 17/19 Avenue de Flandre Paris 19^{ème}

Classement administratif du bâtiment : Immeuble de Grande Hauteur (IGH) de classe W1 avec activité

ERP type L, N, U de jour.

- Immeuble CAP NORD 17/19 Place de l'Argonne Paris 19^{ème}

Le site est constitué d'un ensemble de 3 bâtiments en copropriété. Le classement administratif des bâtiments est le suivant :

- Bat A – IGH W1
- Bat B – Code du travail
- Bat C – ERP Type R 3ème catégorie + zones code du travail

La description de la prestation et ses spécifications techniques sont mentionnées au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

1.2. Caractéristiques des prestations

Le présent accord-cadre donnera lieu à l'exécution des prestations suivantes :

a. Prestations au forfait :

Les prestations forfaitaires sont indiqués notamment à l'article 6 du C.C.T.P.

Elles sont rémunérées par application du prix indiqué au CCTP (part forfaitaire).

b. Prestations ponctuelles réalisées sur bons de commandes (**sans minimum et avec un maximum de 30 000 € HT sur la durée du marché**) :

Les prestations ponctuelles seront utilisées notamment pour :

- Les prélèvements et analyses de la concentration en fibres d'amiante dans l'air,
- Les prélèvements et analyses des matériaux.

Les prestations sur bons de commandes sont rémunérées, selon leur nature, par application des prix unitaires indiqués au CCTP (part à bons de commande)

1.3. Prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent contrat, après passation d'un ou de plusieurs marchés de prestations similaires en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE

2.1. Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissante :

- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.),
- DPGF ET BPU
- le présent cahier des clauses particulières valant acte d'engagement et cahier des clauses administratives particulières et son annexe le livret de sécurité du prestataire
- Les bons de commande ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables (CCAG) aux marchés publics de fournitures et services courants (FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique et organisationnel dont les dispositions ne sont opposables qu'au seul titulaire.
- La planification par site ;

Ces pièces contractuelles prévalent sur les conditions générales de vente du titulaire.

ARTICLE 3. DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une durée de 4 mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

Les autres délais contractuels (transmission des rapports d'analyse du laboratoire...) pouvant donner lieu à pénalités sont indiqués au CCTP.

ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1. Distinction des prestations

Le présent accord-cadre comprend des prestations qui seront exécutées sous la forme :

- de prestations annualisées portant sur un engagement annuel (CDPGF),
- de prestations ponctuelles sur bons de commandes.

4.1.1. Les prestations forfaitaires

Les prestations forfaitaires peuvent être modifiées, à titre temporaire ou définitif, en augmentation ou en diminution en fonction des évolutions du patrimoine ou de l'organisation de l'Organisme.

Ces modifications peuvent résulter :

- de la suppression de prestations prévues dans le bordereau des prix relatif aux prestations forfaitaires
- d'autres situations (nouveaux immeubles à prendre en compte dans le même secteur géographique, prestations non prévues dans le recensement d'origine de l'accord-cadre, etc..).

S'agissant des modifications apportées sur les ouvrages du patrimoine listés dans le recensement d'origine de l'accord-cadre concerné :

- la suppression d'un ouvrage ou d'un poste de prestation entraînera la suppression de la facturation correspondante,
- l'ajout d'un groupe supplémentaire (nouvel appareil,...) entraînera le réajustement à date anniversaire de la commande annuelle par ordre de service ou bon de commande.

Lorsque des prestations sont supprimées ou ajoutées en cours d'exécution, les prix des prestations, sont calculés au prorata temporis.

4.1.2. Les prestations ponctuelles à bons de commandes

Les prestations ponctuelles feront l'objet d'un bon de commande par application du bordereau des prix unitaires.

L'exécution des prestations ponctuelles, est subordonnée à un bon de commande préalable et régulier émis par l'Organisme, signé par un représentant habilité.

4.1.2.1. Transmission des bons de commandes

Les bons de commande pour prestations ponctuels seront transmis par courriel.

Dans les cas d'urgence, la demande d'intervention peut être faite par tous moyens de transmission possible (téléphone, fax, courriel...) et le titulaire est tenu d'y répondre. Un bon de commande de régularisation sera alors adressé ultérieurement au titulaire.

L'organisme se garde la possibilité d'annuler par écrit (télécopie, courriel) toute commande n'ayant pas encore été exécutée sans que le titulaire ne puisse prétendre à quelque indemnité dans un délai maximum de 5 jours ouvrés à compter de la réception du bon de commande

4.1.2.2. Contenu des bons de commande

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations sur toute demande de l'Organisme suivant le libellé du bon de commande qui précise :

- L'identification des parties : organisme et titulaire ;
- La référence de l'accord cadre ;
- Le numéro d'engagement juridique (numéro EJ remis lors de la notification de l'accord-cadre) ;
- Le numéro, la date et la durée du bon de commande ;
- L'adresse et les coordonnées du ou des destinataire(s) et du ou des lieux d'exécution de la prestation ; La désignation et la référence des prestations à exécuter et les sites s'y référant;
- La quantité commandée ;
- Le prix unitaire initial HT (éventuellement révisé) ;
- Le taux de la TVA ;

- Le montant TTC arrêté en toutes lettres ;
- Le délai d'intervention sur site, si un délai est exigé et la date d'intervention éventuellement
- Les coordonnées (téléphone et courriel) de la personne à contacter éventuellement.

Les prestations sur bons de commandes seront facturées au fur et à mesure de leur réalisation.

Le titulaire veillera à transmettre à l'Organisme les factures établies sur la base du bon de commande correspondant dans un délai de 30 jours à compter de la réalisation effective des prestations et après l'admission des prestations en application de l'accord-cadre.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre sous réserve que leur exécution au-delà du terme de l'accord-cadre n'aboutisse pas à contourner l'obligation de remise en concurrence qui s'impose à tout pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est informé que s'il réalise une prestation ponctuelle sans avoir reçu préalablement un bon de commande conforme au formalisme décrit ci-dessus, il pourra se voir refuser le règlement de cette prestation.

4.1.2.3. Délai d'observation du titulaire sur les bons de commandes

Par dérogation à l'article 3.7.2 du C.C.A.G. - F.C.S., lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commandes qui lui est notifié appellent à des observations de sa part, il doit les notifier au représentant de l'Organisme dans un délai de 5 jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observation de sa part.

4.1.2.4. Transmission des bons d'intervention et PV

La prestation doit être conforme à la commande et intervenir à la date et aux heures de précisées sur le bon de commande, au lieu indiqué par le bénéficiaire. Elle doit être accompagnée d'un bon d'intervention, qui précise :

- la date d'intervention
- la référence de la commande et / ou de l'accord-cadre,
- l'identification (nom et adresse) du titulaire du marché,
- l'identification de la prestation,
- les prix unitaires et totaux, hors T.V.A. d'une part, T.T.C. d'autre part, en euros.

Un exemplaire du bon d'intervention est destiné à l'organisme, un autre, visé par le bénéficiaire est remis au titulaire du marché ou à son représentant.

Tout bon d'intervention ou toute partie du bon d'intervention non conforme aux dispositions précédentes entraînera de plein droit la nullité de la facture ou de la partie lui correspondant.

4.2. Délais

Conformément à l'article 13 du CCAG/FCS, le délai d'exécution du bon de commande court à compter de sa date de notification.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés conformément aux dispositions éventuelles du C.C.T.P. et aux indications portées dans le mémoire technique du titulaire.

Dès que le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable des pénalités de retard comme définies ci-après dans le CCTP.

4.3. Dérogation au principe d'exclusivité des bons de commande

En cas de défaillance ponctuelle du titulaire ou tout autre cas jugé urgent ou prioritaire, l'Organisme peut être amené, à titre ponctuel et exceptionnel sur la partie à bons de commande, à confier à un autre prestataire, une partie de la mission sans avoir à justifier sa démarche auprès dudit titulaire ou à verser à ce dernier une quelconque indemnité.

Le montant estimatif des bons de commande pouvant être émis est de : 3 000 € HT de respecter le principe de proportionnalité et de ne pas dénaturer l'économie du contrat

4.4. Règles et normes

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes.

Le titulaire doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre, et pendant la période de garantie des prestations sur simple demande de l'Organisme.

Toute prestation du présent accord-cadre sera exécutée conformément aux prescriptions des normes et règlements français en vigueur.

Les matériels utilisés pendant la réalisation des prestations se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession. Le titulaire devra tenir compte de l'évolution de la législation dans le domaine environnemental et technique, et s'y conformer pour les textes, règlements ou autres, relatifs à son activité et aux prestations du présent accord-cadre.

Par ailleurs, le représentant de l'organisme bénéficiaire procédera à des contrôles réguliers, afin de s'assurer que le titulaire emploie effectivement les matériels proposés dans son offre (mémoire technique) dans le cadre des mesures environnementales.

4.5. Connaissance des lieux

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations. Il reconnaît notamment,

- avoir pris pleine connaissance de tous les documents utiles à la réalisation de l'accord-cadre, ainsi que des locaux en relation avec l'exécution de celui-ci,
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution de l'accord-cadre et s'être parfaitement et totalement rendu compte de sa nature, de son importance et de ses particularités,
- avoir contrôlé toutes les indications des documents de l'accord-cadre, notamment celles données par le C.C.T.P. et par le bordereau de prix unitaires, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes,
- s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès de l'Organisme.

Tout dépôt de matériel ou matériaux et tout atelier de chantier est interdit dans les lieux de circulation et en dehors des heures d'exécution d'une quelconque prestation (sauf accord exprès du pouvoir adjudicateur).

Tout lieu d'exécution d'une quelconque prestation devra être remis en parfait état pour ce qui se rapporte à l'objet du présent accord-cadre.

L'exécution de toute prestation sera contrôlée par le représentant de l'Organisme.

4.5.1. Obligations diverses du titulaire

4.5.1.1. Responsabilités et assurances

Responsabilités :

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

- à son personnel ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'Organisme ou à des tiers.

Assurances :

Le titulaire prend les précautions nécessaires pour éviter les accidents à son personnel et celui de la CRAM Ile-de-France.

Le titulaire garantit les risques d'accidents professionnels liés à l'exécution de sa prestation qui pourraient se produire tant sur les lieux de travail que pendant les trajets et déplacements vers le site ou requis par ses prestations au titre des missions afférentes au contrat.

De même, le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance spécifique pour les locaux mis à sa disposition par la CRAM Ile-de-France. Cette police doit couvrir tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment accident, incendie, explosion, vol, dégâts des eaux, conséquence d'un défaut.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours auprès de la CRAM Ile-de-France, **de tous dommages, dégâts, vols, accidents, détérioration des stocks de nourriture entreposés et autres sinistres causés par négligence, manquement dans l'exécution du contrat ou toute autre cause pouvant lui être imputée.**

La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par le contrat et ne se termine qu'à l'expiration de celui-ci.

Pour tout matériel confié au personnel du titulaire, l'entretien de routine et l'usage selon les règles de l'art et de la législation de sécurité, restent sous la responsabilité du titulaire.

Le titulaire est tenu de faire assurer à ses frais, préalablement à leur mise à disposition et tant qu'il en dispose, les matériels et objets qui lui sont confiés.

Sa responsabilité protège la CRAM Ile-de-France contre toute réclamation pour blessures et dommages aux biens, d'où qu'ils proviennent, pour toute cause pouvant lui être imputée.

Le titulaire doit justifier avant tout commencement d'exécution qu'il a souscrit auprès de Compagnies notoirement solvables une assurance couvrant notamment, entre autres garanties, les conséquences pécuniaires qu'il peut encourir dans le cas de dommages causés aux tiers et à la CRAM Ile-de-France et engageant sa responsabilité.

Les polices d'assurance doivent être communiquées à la CRAM Ile-de-France dans son dossier de candidature, accompagnées d'une déclaration de la compagnie d'assurance précisant qu'elle dispose d'une expédition certifiée du texte du présent CCAP. Cette déclaration précise la nature, le montant, la durée de garantie et les franchises éventuelles des contrats d'assurances souscrits par le titulaire.

La CRAM Ile-de-France peut à tout moment se faire justifier par le titulaire du paiement régulier des primes d'assurance.

Le titulaire doit prévenir la CRAM Ile-de-France de toute modification dans ses qualifications et ses polices d'assurance dans un délai d'un mois à compter de la date de la modification.

Les clauses d'assurances initiales et celles résultants d'une modification de police sont soumises à la CRAM Ile-de-France qui peut demander une extension de garantie après concertation avec le titulaire et éventuellement son assureur.

En cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance, le présent contrat est résilié de plein droit et sans indemnité si bon semble à la CRAM Ile-de-France.

La CRAM Ile-de-France décline toute responsabilité pour les dommages quelconques causés dans l'immeuble ou ses abords, aux installations d'appareils, véhicules, etc., appartenant au titulaire, aux ouvriers ou aux tiers.

Sauf faute grave et inexcusable de la CRAM Ile-de-France, le titulaire s'engage à ne pas entamer de procédure de recours vis-à-vis de la CRAM Ile-de-France ou de ses représentants physiques ou moraux.

4.5.1.2. Mesures concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs

Le titulaire doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité, générales et particulières à l'établissement et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Conformément aux articles R.4512-2 à R.4512-5 du Code du travail (décret n°2008-244 du 7 mars 2008), il sera procédé préalablement à l'exécution de l'accord-cadre, à une inspection commune des lieux de travail et des installations du ou des sites. Le coordonnateur local de prévention ou le chargé de prévention du ou de chaque site communiquera au titulaire les consignes de sécurité applicables (plan de prévention) dans le cadre du présent accord-cadre.

Le personnel devra respecter les règles de conduite, les directives et les consignes arrêtées par l'organisme bénéficiaire responsable des lieux pour assurer la sécurité des personnes, des installations et des biens (sécurité incendie, non utilisation des téléphones, photocopieurs et autres équipements du site...).

A cet effet, le titulaire est tenu d'accepter, sans réserve, les clauses du Livret de sécurité annexé au présent document.

Le titulaire devra doter les personnels d'exécution d'une tenue réglementaire appropriée aux tâches à accomplir et favorisant l'identification visuelle du personnel.

4.5.1.3. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariale en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités.

4.5.1.4. Effectifs et moyens mis en œuvre

Le titulaire est tenu d'une part de maintenir en tout temps, un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents qualifiés sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant, d'autre part de s'être organisé avec l'organisme pour accéder aux lieux d'exécution des prestations.

Il est tenu enfin d'avoir toujours tout matériel, approvisionnement, outillage, engins et moyens de toutes sortes suffisants de manière à assurer la marche régulière des prestations et leur achèvement dans le délai convenu.

Le titulaire devra utiliser, pour l'exécution des prestations, une main d'œuvre qualifiée sur le plan technique et ayant un comportement irréprochable vis-à-vis des personnes présentes dans les locaux.

Le Titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par un ou plusieurs intervenants de compétence et de qualification adaptées aux besoins du marché, et à maintenir ce niveau tout au long de l'exécution des prestations, même en cas d'absence ou de départ du personnel dédié.

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations en application de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience. En conséquence, le Titulaire s'engage notamment :

- à veiller et contrôler le maintien constant des compétences de son équipe, ainsi que de son homogénéité, de sa disponibilité, de sa réactivité, et de sa composition ;
- à maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de son équipe en cas de difficulté.

Les prestations seront exécutées sous la direction et la responsabilité du titulaire qui devra se conformer strictement aux prescriptions de l'organisme.

L'organisme se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat des agents jugés par elle indésirables ou ne donnant pas satisfaction.

Dans le cas où cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le Titulaire doit :

- en aviser, sans délai, l'organisme et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à l'organisme un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes, dans un délai d'une semaine à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent par dérogation à l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dommages causés à l'occasion de l'exécution des prestations.

4.5.1.1. Statut du personnel du Titulaire

Le Titulaire s'engage à remplir seul ses obligations d'employeur vis-à-vis de son personnel ou des personnels extérieurs qu'il estime devoir rémunérer, dans le cadre du présent marché.

Il est expressément entendu que les agents du Titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...) et demeurent placés sous son autorité même si les interventions sont exécutées sur les sites des organismes bénéficiaires.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du Titulaire pendant la durée de la prestation relève de la compétence du Titulaire.

4.5.1.2. Obligation de conseil

Le Titulaire a un devoir de conseil, de recommandations et de mise en garde des organismes bénéficiaires relativement à l'ensemble des prestations du marché.

Les conseils, mises en garde et recommandations devront être formulées par écrit dans les documents remis aux organismes bénéficiaires lors de l'exécution du marché.

4.6. Opérations de vérification

4.6.1. Modalités de vérification

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, la CRAM Ile de France dispose de 3 semaines calendaires pour transmettre au titulaire ses observations, remarques et incohérences sur l'ensemble des documents remis.

L'entreprise justifie, procède à des vérifications, des relevés et des corrections éventuelles sans rémunération supplémentaire sous 1 délai de 7 jours ouvrés.

4.6.2. Décisions après vérifications

A l'issue des opérations de vérifications, l'Organisme peut prendre l'une des décisions suivantes en application de l'article 30 du CCAG - FCS :

- Réception,
- Ajournement,
- Réfaction,
- Rejet.

La réception des prestations sera prononcée par la personne habilitée qui établira un procès-verbal de réception des prestations.

ARTICLE 5. PENALITES

5.1. Dispositions d'application

Tout manquement fait l'objet d'un constat par l'Organisme qui est notifié au titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le Titulaire ne pourra prétendre à aucune exonération de pénalité de retard ou tout autre pénalité.

Les pénalités sont cumulables.

L'application des pénalités ne dégage pas le Titulaire de ses obligations contractuelles.

En cas de non réalisation des prestations, l'Organisme procédera, en sus de l'application des pénalités prévues ci-dessus, à une réfaction du montant des prestations non exécutées en tout ou partie.

Il appartient au titulaire d'apporter la preuve que les défauts ne lui sont pas imputables.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté pour l'organisme de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Conformément à l'article 14.1.2 du C.C.A.G.-F.C.S., le montant des pénalités de retard ou toute autre pénalité est plafonné à 10 % du montant H.T. du bon de commande concerné.

5.2. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S., le Titulaire est susceptible de se voir appliquer, sur simple constat de l'Organisme et sans mise en demeure préalable, les pénalités indiquées au C.C.T.P

5.3. Pénalités pour travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées par l'UCANSS au Titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

Le montant des pénalités prévues au titre de l'accord-cadre est égal à 500 €.

L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

5.4. Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données personnelles

Pour application de l'article 5.2.3 du C.C.A.G.-F.C.S., la méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel, entraîne l'application d'une pénalité de 500 € pour chaque manquement constaté.

ARTICLE 6. PRIX – CONTENU – VARIATION DES PRIX

6.1. Prix des prestations

- L'exécution des prestations forfaitaires sera rémunérée par application du cadre de de décomposition du prix global et forfaitaire.
- L'exécution des bons de commande sera rémunérée par application, aux quantités réellement exécutées, des prix des bordereaux des prix unitaires.

6.2. Contenu des prix

D'une manière générale, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres

dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix sont réputés tenir compte des prescriptions décrites aux C.C.T.P., et en particulier des points suivants :

- des déplacements
- de la main-d'œuvre, durée hebdomadaire légale, compris charges sociales,
- des fournitures nécessaires aux prestations, compris les petites fournitures,
- de la location, de l'amortissement, de la manutention du matériel et de l'outillage nécessaire à l'exécution des prestations,
- du nettoyage des lieux, accès et abords en cours ou en fin d'exécution des prestations ou de leur protection au moyen de toiles ou bâches,
- des assurances et garanties réglementaires contractées par les entreprises,
- des incidences de petites surfaces, locaux encombrés et toutes sujétions particulières de mise en œuvre,
- la signalisation du chantier pour protection des personnes.

6.3. Variation dans les prix

Les prix de l'accord-cadre sont fermes.

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **remise des offres**

ARTICLE 7. MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE

7.1. Facturation

7.1.1. Pour les prestations au forfait

Les prestations forfaitaires font l'objet d'une facture mensuelle à terme échu à réception de chaque document rendu exigible suivant les termes de l'accord-cadre.

Toute facture à modifier après vérification par l'Organisme ou réfaction sera retournée au titulaire. Le règlement sera subordonné à la présentation d'une nouvelle facture.

7.1.2. Pour les bons de commandes

Les prestations ponctuelles sur bons de commandes seront facturées au fur et à mesure de leur réalisation. Afin de respecter et d'optimiser la bonne exécution du présent accord-cadre, le titulaire veillera à communiquer à l'Organisme, dans le respect des conditions énoncées au présent article, les factures établies sur la base du bon de commande correspondant et cela dans un délai de 30 jours à compter de la réalisation effective de ces prestations.

7.2. Présentation des factures

Tout règlement par l'organisme est subordonné à la présentation d'une facture originale, établie sur la base des dispositions énoncées ci-dessus.

La première facture adressée devra être accompagnée d'un RIB original

Les factures sont à déposer dans l'appliquet CHORUS PRO :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

compte CRAMIF :

SIREN : 77569473000018 – CAISSE REGIONALE ASSURANCE MALADIE

SERVICE : DIAM Service ordonnancement

Toute facture devra préciser distinctement :

- les nom et adresse de l'Organisme
- les nom et adresse du titulaire
- la date et le numéro de facture
- les références de l'accord-cadre
- le numéro du compte bancaire ou postal du titulaire
- la référence aux bons de commande, le cas échéant
- la dénomination précise, le détail et le montant HT et TTC des prestations réalisées
- la période ou la date d'exécution de la prestation
- le(s) prix hors taxes unitaire(s)
- le coefficient de révision du ou des prix le cas échéant
- le montant total hors taxes
- le taux et le montant de la TVA
- le montant total TTC.

Les factures seront présentées selon le même formalisme durant toute la durée de l'accord-cadre. Les factures présentées sur plusieurs pages devront être éditées sur papier en-tête et le numéro de facture ainsi que la date devront figurer sur toutes les pages (au même endroit).

Toute facture à modifier après vérification ou réfaction par l'Organisme sera retournée au titulaire. Le règlement sera subordonné à la présentation d'une nouvelle facture.

Le refus de paiement des factures :

Le fournisseur devra communiquer, au plus tard 4 semaines après la notification de l'accord-cadre une ou plusieurs adresses mails de la personne en charge de la facturation afin que l'Organisme puisse informer le fournisseur d'éventuels motifs de refus de facture par mail. Cette information devra être traitée régulièrement par le fournisseur car ces mails d'information ne seront pas adressés une nouvelle fois.

ARTICLE 8. REGLEMENT

8.1. Délai global de paiement

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par l'Organisme.

8.2. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises après application des clauses de variation et de pénalisation.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points.

En sus des intérêts moratoires dus pour tout retard de paiement, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixée à quarante (40) euros.

ARTICLE 9. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

9.1. Avance

Sauf renonciation du Titulaire formulée ci-dessous, une avance lui est versée dès lors que les conditions relatives au montant et à la durée du bon de commande fixées par les articles R. 2191-16 et, par renvoi, R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, sont remplies.

Il est alors fait application de l'option A définie à l'article A.11.1 du C.C.A.G.-F.C.S. Le taux de l'avance est donc de 30 % du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande lorsque le Titulaire est une PME, et de 5 % dans les autres cas, conformément à l'article R. 2191-7 du même code.

Les conditions de remboursement sont celles prévues par les articles R. 2191-11 et R. 2191- 19 du Code de la commande publique.

Le titulaire déclare :

- ☐ ne pas refuser de la percevoir
- ☐ refuser de la percevoir

9.2. Acomptes

L'acompte rémunère un service fait dont le montant ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Afin de pouvoir obtenir le versement d'un acompte, le titulaire produira un décompte des prestations réalisées afférentes à sa demande d'acompte, qui sera vérifié et accepté par l'Organisme.

Tout dépassement du délai de paiement de 30 jours d'un acompte donnera lieu au versement d'intérêts moratoires (cf. article 8.2 du présent C.C.A.P.).

9.3. Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie au titre du présent accord-cadre.

ARTICLE 10. CONFIDENTIALITE

En complément des informations contenues à l'article 5 du CCAG FCS, chaque partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre partie, dans le cadre de l'exécution du présent contrat. Les parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les parties tout au long de l'exécution du contrat.

Chaque partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

Chaque partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du contrat,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du contrat,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre partie.

Chacune des parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent contrat et pour quelque cause que ce soit.

Les données d'identification vous concernant, utilisés dans le cadre de la gestion administrative des achats et marchés de la CRAMIF, font l'objet d'un enregistrement dans un traitement informatisé dont l'inscription est référencée au registre du Délégué à la Protection des Données de la CRAMIF.

Conformément à la législation en vigueur, vous pouvez obtenir communication des informations vous concernant en contactant le Délégué à la Protection des Données: dpo.cramif@assurance-maladie.fr.

Le titulaire devra se conformer aux dispositions du Règlement Européen 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD). L'ordonnance n° 2018-1125 du 12 décembre 2018 prise en application de l'article 32 de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et portant modification de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés devra également être prise en compte par le prestataire.

Par ailleurs afin de permettre l'application des articles 32, 33 et 34 du Règlement Européen sur la sécurité des données, en cas de violation de données, le prestataire devra être en mesure de prévenir la CRAMIF au plus tard dans les 48 heures après en avoir pris connaissance, sur l'adresse de messagerie dédiée ALERTE-DONNEES.cramif@assurance-maladie.fr.

ARTICLE 11. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

11.1. Résiliation pour un motif d'intérêt général

Le présent accord-cadre peut être résilié pour un motif d'intérêt général.
Par dérogation à l'article 42 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire ne percevra aucune indemnité.

11.2. Résiliation pour faute du titulaire

En complément des cas évoqués au Chapitre 6 du C.C.A.G.-F.C.S., la résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée pour faute du titulaire en cas d'incapacité à rétablir sous 1 mois après mise en demeure une exploitation normale.

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS et en cas de manquement caractérisé aux obligations du présent accord-cadre, la résiliation pourra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, sans mise en demeure préalable et sans versement d'indemnité.

Par ailleurs, le marché pourra également être dénoncé par le titulaire ou par l'organisme, par lettre recommandée avec accusé réception, sous réserve de respecter un préavis de 3 mois sans versement d'indemnité.

ARTICLE 12. RÉGULARITÉ DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE – DISPOSITIF DE VIGILANCE

Le Titulaire s'engage à fournir spontanément à la CRAMIF, bénéficiaire des prestations, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre ou du marché, les documents mentionnés aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du Code du travail ainsi que l'attestation de vigilance datée de moins de 6 mois de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du code la sécurité sociale émanant de l'Urssaf et la liste nominative des salariés étrangers employés par le cocontractant et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont obligatoirement déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

Faute de produire les documents précités, l'accord cadre et/ou le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité. Ainsi, l'organisme pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire en application de l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S.

ARTICLE 13. REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le Tribunal de Grande Instance de Paris, 4 boulevard du Palais, 75055 PARIS Cedex 01 pour le cas où la CRAMIF est défenderesse.

ARTICLE 14. DEROGATIONS

L'article 4.1.2.3 déroge à l'article 3.7.2 du C.C.A.G. - F.C.S.,
L'article 4.5.1.4 déroge à l'article 3.4.3 du C.C.A.G. - F.C.S.,
L'article 4.6.1 déroge à l'article 28.2 du C.C.A.G. - F.C.S.,
L'article 5.1 déroge à l'article 14.1.3 du C.C.A.G. - F.C.S.,
L'article 5.1 déroge l'article 14.1 du C.C.A.G. - F.C.S.,
L'article 11.1 déroge à l'article 42 du C.C.A.G. - F.C.S.,

L'article 11.2 déroge à l'article 41.2 du C.C.A.G. - F.C.S.,

ARTICLE 15. SIGNATURE DES PARTIES

Engagement du candidat :

A, le

NOM et PRENOM.....

Qualité du signataire (en cas de délégation de signature, joindre un pouvoir)

SIGNATURE et CACHET DU SIGNATAIRE

Acceptation de l'offre par le pouvoir adjudicateur :

A PARIS, le

La personne représentant le pouvoir adjudicateur

NOM et PRENOM.....

Qualité du signataire.....

SIGNATURE et CACHET DU SIGNATAIRE

Notification de l'accord-cadre au Titulaire (Date d'effet de l'accord-cadre)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçu à titre de notification une copie du présent accord-cadre* »

A le¹

Signature

En cas d'envoi en LR/AR (Lettre recommandée avec accusé de réception):

Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire (valant date de notification de l'accord-cadre)

¹ Date et signature originales